

tel est le constat alarmant du dernier rapport de la Banque mondiale. Ces pays ont beau avoir une diversité de paysages et de climats, ils peinent à satisfaire les besoins de leurs populations en eau. Et, plus inquiétant encore, l'avenir : la disponibilité de l'eau par habitant diminuera de moitié et s'accompagnera de graves conséquences pour la nappe phréatique et les réseaux hydrauliques déjà limités.

Démographie, pollution, instabilité des niveaux de précipitations dues aux changements climatiques, autant de facteurs qui impacteront la disponibilité de la ressource hydrique. Les pays de la Mena seront-ils en mesure de relever ces défis ? En tout cas, le pire est à craindre : les services d'eau potable seraient moins disponibles, les villes dépendraient de plus en plus de la désalinisation de l'eau de mer au prix fort, l'agriculture irriguée ne sera pas épargnée et les revenus des agricultures en seront affectés. Toutes ces conséquences auront des effets sur la croissance économique et la pauvreté des pays concernés qui pourraient, de ce fait, connaître des périodes de conflits politiques et de tensions sociales. Les pays de la région Mena commencent à prendre conscience de la raréfaction de l'eau et adoptent progressivement des systèmes économiques pour assurer une répartition de l'eau basée sur des principes d'efficacité et de flexibilité.

Devant la gravité de la problématique de l'eau, il est devenu impérieux d'engager des réformes sur les plans technique et politique dans la majorité des pays de la Mena. Au programme, l'instauration d'un mode de planification qui tienne compte de la qualité et de la quantité de l'eau disponible, la réforme des tarifs de l'alimentation en eau, le renforcement de la réglementation de l'environnement...

Les efforts consentis ne permettent pas d'obtenir les résultats escomptés. La disponibilité de l'eau continue toujours de poser problème dans nombre de pays de la région Mena. L'eau continue d'être gaspillée au lieu d'être allouée à des utilisations à grande valeur ajoutée. Malgré des années de pluviométrie normale, l'eau vient parfois à être coupée dans certains pays. Les économies et les populations restent à la merci des aléas de la météo. La surexploitation de la nappe phréatique grève les actifs nationaux dans des proportions représentant jusqu'à 2% du PIB. Et le coût des problèmes d'environnement liés à l'eau peut atteindre 2,5% du PIB par an.

Malgré les importants investissements consentis, certains Etats n'obtiennent pas de résultats probants. Mais, dans nombre de pays, les défenseurs de l'environnement se mobilisent. D'anciens opposants à la réforme se rallient maintenant à la cause de la préservation de la

Écrit par

Mardi, 15 Avril 2008 19:22 - Mis à jour Mardi, 15 Avril 2008 19:28

---

ressource hydrique. De nouveaux cercles leur emboîtent le pas dans les administrations. Des petits groupes sont maintenant sensibles aux nouvelles opportunités commerciales et touristiques, et sont disposés à payer les frais inhérents à une politique de l'eau. Les conditions sont donc désormais réunies pour engager les réformes nécessaires dans le domaine de l'eau et instaurer les mécanismes à même d'en évaluer les résultats.

Les pays de la Mena ne sont pas tous logés à la même enseigne puisque certains réalisent des progrès remarquables dans le secteur de l'eau et leurs hydrauliciens comptent parmi les meilleurs du monde. Le Maroc est considéré comme le « champion » de la Mena. Et ce, à plusieurs niveaux. Il a mis en œuvre des politiques novatrices qui portent déjà leurs fruits. A l'instar de quelques rares pays, il est même allé jusqu'à créer un ministère en charge de la gestion de l'eau. Le secteur privé est mis à contribution dans le financement et l'expertise nécessaire dans ce secteur, mais le désengagement progressif de l'Etat engendre quelques retards au niveau de la généralisation des services de l'eau. Le Maroc dispose d'une loi sur l'eau et d'institutions modernes, mais vit bien au-dessus de ses moyens en ressource hydrique puisque, pendant les années de faibles précipitations, il utilise les réserves non renouvelables des nappes souterraines.

Ces réserves n'étant pas inépuisables, le Maroc, comme d'autres pays, devrait consommer à hauteur de ses disponibilités en eau et déclarer la guerre à toutes sortes de gaspillages et de déperditions de cette précieuse denrée. A ce titre, il convient de s'interroger sur les dangers encourus par la nappe phréatique à cause des grands projets touristiques installés dans certaines régions à risque. Il ne faut pas perdre de vue non plus la nécessité de rationaliser l'irrigation dans le domaine de l'agriculture, et mettre en place des mesures incitatives pour obtenir l'adhésion des agriculteurs.

### **Les chiffres de l'eau au Maroc**

En 1994, seulement 15% de la population avait accès à l'eau. En 2005, ce chiffre a atteint 56%. L'absence de l'accès à l'eau et aux installations sanitaires en 1994 coûtait chaque année au Maroc 1 à 1,5% de son PIB. Cette estimation incluait la mortalité infantile due à la diarrhée (6.000 décès d'enfants de moins de 5 ans), ainsi que les maladies dues à la diarrhée et le temps de travail des aides-soignants. En 2005-2006, la capacité de stockage des barrages au Maroc était de 16,1 milliards de m<sup>3</sup>. En 2005, la part totale d'eau douce stockée dans les réservoirs était de 55,5% et la population ayant accès à l'eau traitée était de 99% en milieu urbain et de 56% dans monde rural. La population bénéficiant d'installations sanitaires en milieu urbain était de 83% contre 31% en milieu rural. Pour ce qui est de l'irrigation, la surface équipée en 2000 était de 1,44 million d'hectares.

Écrit par

Mardi, 15 Avril 2008 19:22 - Mis à jour Mardi, 15 Avril 2008 19:28

---

L'Economiste

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)